



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

Les défis de la sécurité européenne dans un monde nouveau

Gilles Grin*


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

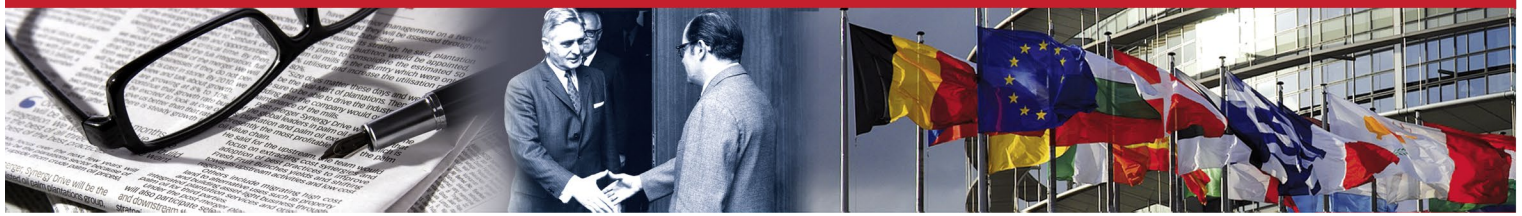
Les défis de la sécurité européenne dans un monde nouveau

NOTE DE CONTEXTE

Le présent texte a été publié originellement en langue anglaise par l'Académie royale des sciences économiques et financières (RACEF) de l'Institut d'Espagne.ⁱ

Outre deux articles de l'auteur,ⁱⁱ la principale référence de cette contribution est le colloque international coorganisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et la Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent, qui a rassemblé les 9 et 10 octobre 2025 une vingtaine d'intervenants experts des questions de sécurité. Le titre du colloque était « La sécurité européenne dans le désordre mondial ». Il est visionnable à l'adresse Internet suivante : <https://jean-monnet.ch/evenement/la-securite-europeenne-dans-le-desordre-mondial-2025/>

Ce court essai évoque d'une façon très synthétique les principaux défis de la sécurité européenne en 2025, à un moment charnière de l'histoire du continent. Nous commencerons par aborder la situation actuelle. Puis nous nous projeterons dans les prochaines années et passerons en revue les diverses structures continentales. Dans la troisième partie, nous présenterons les grands défis européens que nous classerons en quatre catégories. Enfin, nous apporterons des éléments de conclusion.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

1. Situation actuelle

A. Le système interétatique européen pris entre intergouvernementalisme et supranationalité

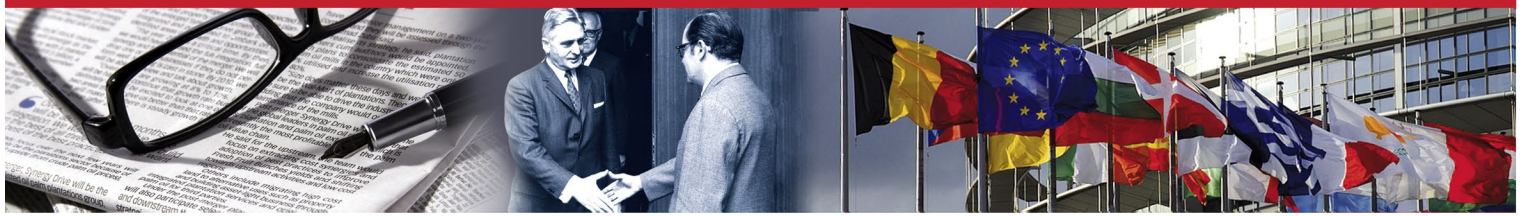
L'architecture institutionnelle du continent est complexe. Celui-ci est constitué de près de 50 États et de nombreuses interactions entre eux, y compris institutionnellement. Cette architecture est le fruit de longs siècles d'histoire. Le système westphalien né au XVII^e siècle confère traditionnellement la souveraineté aux États. Historiquement, dans une vue de long terme, la fragmentation économique et politique a prévalu. Mais il existe aussi des facteurs d'unité. À cet égard, l'Europe post-Seconde Guerre mondiale bénéficie d'une situation unique. L'Union européenne (UE) et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont les fondements ont été posés il y a plus de sept décennies à l'Ouest, ont connu des élargissements géographiques significatifs et sont devenues les organisations multilatérales les plus importantes du continent. En même temps, ces organisations ainsi que les États européens vivent une conjonction de crises assez intenses depuis environ deux décennies.

B. De grands défis externes

Le nouvel ordre mondial qui émerge est basé sur les grandes puissances et les rapports de force entre elles. La Russie, la Chine et les États-Unis posent tous des défis à l'Europe, qui est soumise à une triple dépendance : énergie, marchés, sécurité. La plus difficile concerne les USA pour la sécurité. La dépendance sécuritaire de l'Europe envers les États-Unis entraîne ainsi des conséquences sur d'autres politiques publiques, comme en matière commerciale. Le pouvoir russe est de nature impérialiste comme cela est devenu parfaitement clair après son agression armée contre l'Ukraine en violation du droit international et de ses propres engagements. Les sanctions occidentales ne l'ont pas mis à terre. Des questions se posent autour de la résilience de l'économie de guerre russe. Il y a près de 15 ans déjà, les États-Unis ont décidé de procéder à un pivot vers l'Asie au détriment de l'Europe. L'administration Trump promeut des politiques protectionnistes, néo mercantilistes, nationalistes, le tout avec des tendances impérialistes. L'approche est transactionnelle et l'objectif est d'accroître les ressources dont bénéficie le pays au détriment du reste du monde. Le multilatéralisme est remis en question. On ne sait plus guère si l'Occident demeure un concept crédible et une réalité. Face à lui, le Sud global poursuit son ascension. Il est très disparate, mais uni dans l'idée d'éloigner l'ordre global d'une direction occidentale. L'Europe souffre d'un problème de crédibilité à son encontre. De grands défis planétaires, comme le climat, l'intelligence artificielle, le nucléaire, la santé, devraient être saisis par l'humanité entière. Or, on assiste à une fragmentation de la gouvernance globale et à un repli nationaliste dans de nombreux pays.

C. L'architecture de sécurité européenne en question

L'OTAN a une importance essentielle pour apporter la sécurité à ses 30 États membres européens, mais elle est intrinsèquement soumise à une grande dépendance envers les États-Unis. Les garanties de sécurité américaines sont toujours là, mais elles apparaissent affaiblies et pourraient éventuellement disparaître à un moment donné. L'UE



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

présente de grandes limites en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense. On note un volontarisme apparent dans le traité sur l'Union européenne, mais la réalité est plus complexe et bien plus limitée. Les États membres de l'UE présentent des déficiences militaires sérieuses, notamment en matière de capacités cyber, de protection contre les drones et les missiles, d'instruments spatiaux, de renseignement, de mobilité militaire et de dépendance aux importations d'équipements militaires. Les 27 consentent certes d'importantes dépenses militaires, qui s'élevaient selon le SIPRI à deux fois et demie celles de la Russie en 2024.ⁱⁱⁱ Il existe cependant un problème d'efficacité de la dépense militaire et de retour sur investissement du fait du fractionnement national.

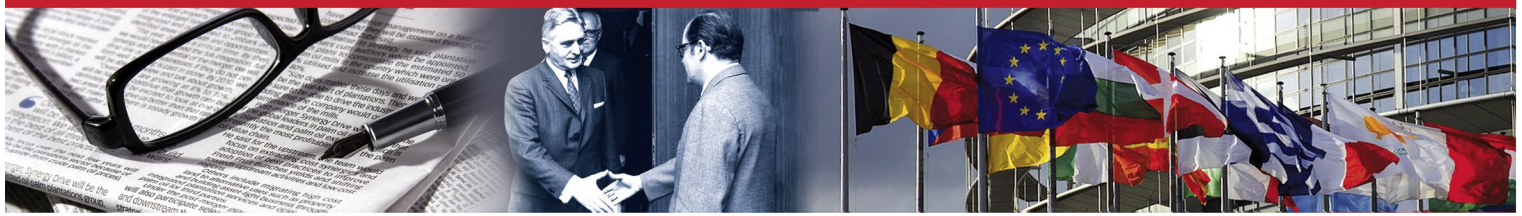
2. Projection pour les prochaines années

A. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : graal sécuritaire pour l'Europe ?

L'OTAN apparaît effectivement encore comme le graal sécuritaire du continent. Du fait du désengagement américain amorcé, on peut se demander si l'on va vers la création d'un 'pilier européen' de l'OTAN qui aurait une unité et une capacité d'action indépendante des États-Unis. Il faut se rappeler l'échec du projet de Communauté européenne de défense, ou CED, en 1954. L'échec de la CED avait impliqué que les membres européens de l'OTAN agissent de façon dispersée au sein de l'organisation de sécurité transatlantique. Le président du Conseil académique du Martens Centre, Klaus Welle, propose l'établissement d'un 'Conseil de sécurité européen'. Cette instance nouvelle aurait très probablement une composition différente de celle de l'OTAN et de l'UE afin de surmonter les freins nationaux de certains pays (par exemple la Hongrie, la République tchèque ou la Slovaquie). Elle devrait aussi accueillir des États non-membres de l'UE qui sont importants en matière de sécurité, comme le Royaume-Uni, la Norvège ou l'Ukraine. Ce Conseil de sécurité européen prendrait des décisions à la majorité qualifiée afin de ne pas être paralysé. Sa présidence serait exercée par le président du Conseil européen. Ce nouveau cadre ne serait donc ni dans l'OTAN, ni dans l'UE à proprement parler.^{iv} Une question doit toutefois être posée : l'Europe peut-elle dépasser les formes nationales en matière de défense sans l'hégémon et protecteur américain ?

B. L'Union européenne

Le rôle de l'UE s'est déjà renforcé et devrait continuer à le faire comme fournisseuse d'inputs pour la capacité de défense des États membres, c'est-à-dire pour contribuer à accroître leur marge financière, aider à l'augmentation des dépenses militaires, fournir des bases pour que les armées nationales puissent collaborer et agir ensemble (par exemple en matière de facilitation de la mobilité militaire), et coordonner des coopérations à géométrie variable entre pays (comme le projet d'un mur anti-drones). Le paquet « Préparation de la défense européenne à l'horizon 2030 » a été présenté à cette fin en mars 2025.^v L'UE a l'objectif de contribuer au développement d'une industrie européenne de défense plus forte et plus autonome. Les Européens devront faire face au risque de dépendance accru envers les États-Unis pour l'énergie et les achats d'armements.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

C. Autres organisations et plateformes

Après l'Acte final d'Helsinki en 1975 et la Charte de Paris en 1990,^{vi} on aurait pu espérer qu'un grand espace de sécurité européen incluant simultanément les pays européens, les États-Unis, le Canada et la Russie puisse être établi. Malheureusement, cela s'est avéré être une chimère. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), née du processus d'Helsinki et composée aujourd'hui de 57 États membres, n'est donc pour le moins pas la plateforme qui devrait pouvoir porter le système européen de sécurité au cours des prochaines années. La Communauté politique européenne (CPE), établie en 2022 et constituée de 47 États à l'exclusion de la Russie et du Bélarus, est une plateforme sans doute utile en matière de sécurité, mais elle n'est pas une vraie organisation et ne saurait porter à elle seule un système de sécurité. Une coalition des volontaires envers l'Ukraine a émergé en 2025 et compte une trentaine de pays, parfois extra-européens, désireux de soutenir l'Ukraine dans sa guerre face à l'agression russe. Cette coalition n'est pas institutionnalisée et ne saurait à nouveau porter à elle seule un système de sécurité. Le Groupe Weimar+, qui rassemble les principaux pays de l'UE, les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne plus le Royaume-Uni, est aussi un groupement *ad hoc*. L'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) est une organisation intergouvernementale constituée de six pays : France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique et Espagne. Elle est en contact avec l'UE et l'OTAN et elle aide les pays à coordonner des programmes d'armements. On le voit avec ce qui précède, on assiste au développement d'une forme d'hybridation et de complexification institutionnelles en matière de défense en Europe.

D. Au mieux, une paix d'équilibre sur le continent européen

Grâce aux accords avec l'administration Trump, en particulier l'engagement d'augmenter leurs dépenses militaires à 3,5% du PIB, les pays européens ont 'acheté' un peu de temps, sans savoir clairement combien. Il est indispensable qu'ils utilisent ce temps à bon escient. Outre la nécessité d'une montée en puissance rapide de leur autonomie stratégique, les Européens doivent affronter en même temps les menaces cyber et la guerre hybride. Les campagnes de désinformation, les ingérences électorales, les attaques contre les infrastructures critiques, le recours aux drones notamment sont devenus monnaie courante sans que ces actes puissent toujours être aisément attribués, même si souvent il semble clair que la Russie se trouve derrière. La perspective de la fin de l'agression russe en Ukraine apparaît pour le moins illusoire, du moins tant que le pouvoir russe actuel sera en place.

3. Grands défis européens

A. Résilience démocratique et État de droit

Les pays européens doivent garantir les valeurs européennes liées à la démocratie, à l'État de droit et aux droits de l'Homme. Ils doivent prouver que leur modèle de société libérale est résilient face à des menaces et agressions à la fois extérieures et intérieures. La résilience passe aussi par le maintien de la cohésion économique et sociale entre



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

pays et entre régions. La polarisation politique et économique croissante crée des difficultés. Il est de plus en plus difficile de faire des arbitrages de politiques publiques qui soient largement acceptés. Face à la grande mobilité de certains facteurs de production, les États individuels apparaissent démunis.

B. Double défi de l'élargissement et de l'approfondissement de l'UE

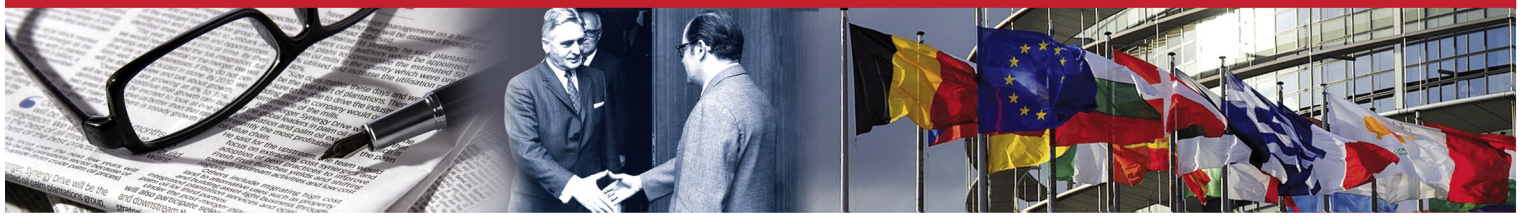
Historiquement, les sept élargissements successifs des Communautés européennes puis de l'Union européenne ont représenté une chance pour le continent, conduisant à plus de stabilité et de prospérité partagée. Que ce soit dans le cas des élargissements vers le Sud ou vers l'Est, un processus de rattrapage économique a été à l'œuvre, tirant vers le haut l'ensemble du continent. Il y a aujourd'hui neuf pays candidats officiels à l'Union européenne (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Turquie, Ukraine). Tous ne devraient pas intégrer l'UE à terme, mais certains le feront certainement. L'Union devra être capable de les accueillir en procédant aux réformes nécessaires afin d'éviter une dilution voire une paralysie de ses institutions et de ses politiques publiques.

C. Innovation, compétitivité et intégration économique

Seule une minorité de pays européens sont hautement innovants et compétitifs. Il est important pour le continent de former et de garder les talents ainsi que d'attirer ceux du reste du monde. L'UE doit établir une union de l'épargne et de l'investissement, développer le capital-risque et supprimer les freins à la croissance des entreprises, notamment technologiques. Elle doit maintenir un chemin ambitieux et prévisible en matière de décarbonation et de durabilité, ce qui représente un facteur de compétitivité, mais sans porter atteinte à ses grandes structures économiques (secteur automobile par exemple). Autrement dit, elle doit correctement articuler ses politiques de concurrence, industrielle et commerciale. Elle doit faire baisser le prix de l'énergie en Europe car celui-ci représente un frein à la compétitivité économique. Les régulations doivent être adaptées. Il en faut 'autant que nécessaire, mais aussi peu que possible'. Les pays européens ont besoin d'un 'choc de simplification'. On ne peut pas oublier les difficultés des finances publiques dégradées dans certains pays. La France par exemple, deuxième économie de l'UE, est source d'inquiétude avec la trajectoire de sa dette publique de plus de 3'300 milliards d'euros représentant 116% du produit intérieur brut (PIB).^{vii} L'innovation et la compétitivité passent par plus d'intégration économique. L'UE doit mettre en œuvre les recommandations des rapports Letta et Draghi de 2024^{viii} et mettre rapidement sous toit un nouveau programme d'achèvement du marché intérieur et le développement d'une union économique ambitieuse.

D. Diplomatie, sécurité et défense : parler et agir ensemble, renforcer l'intégration politique

L'UE est la seule organisation multilatérale qui présente le potentiel de permettre à ses membres de parler et agir ensemble sur la scène internationale. Cela passe par le renforcement de l'intégration politique. Une généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil européen et du Conseil, rassemblant les représentants des exécutifs nationaux, devrait s'imposer, notamment pour les questions de politique étrangère, de sécurité et de défense, ainsi que les questions fiscales et budgétaires, avec comme corollaire un renforcement du Parlement européen et de la



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

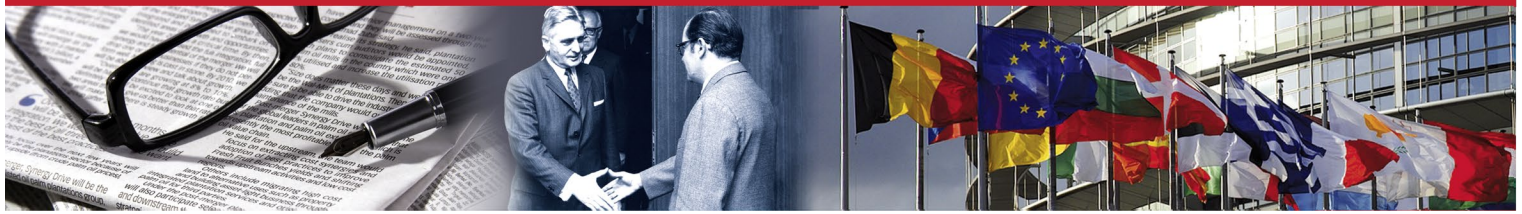
Commission européenne. Pourquoi ne pas intégrer d'ailleurs le Service européen pour l'action extérieure au sein de la Commission européenne ? L'UE doit renforcer l'interopérabilité militaire sur le continent. Elle doit supprimer les obstacles à la mobilité militaire. Elle doit créer une vraie industrie de défense européenne. Les États membres doivent mieux utiliser les budgets nationaux de défense, en augmentant la part des investissements et en établissant plus de coordination entre pays. On parle beaucoup d'augmentation des budgets militaires, mais il faut tout autant éviter les gâchis liés aux politiques nationales non-coordonnées (c'est-à-dire optimiser le retour sur investissement des dépenses consenties en opérant notamment une diminution du nombre de systèmes d'armement différents). Il est important de dissuader l'agression russe sans créer pour autant une escalade et le risque d'une guerre cataclysmique. La dimension nucléaire est sans doute la plus complexe des questions ouvertes. Des doutes existent dorénavant sur le parapluie nucléaire américain. Une discussion stratégique entre la France, seule puissance européenne dotée d'une force entièrement indépendante, et ses partenaires est nécessaire, comme cela est proposé par le président français.

4. Conclusions

Beaucoup d'éléments dans la situation actuelle de l'Europe et du monde permettent de penser que le continent se trouve à une croisée des chemins. Selon les décisions prises (ou non-prises), l'avenir de l'Europe et sa place dans le monde seront définis dans le long terme. À des forces centripètes (poussant à l'union des Européens) s'opposent des forces centrifuges (ou forces de division). De multiples facteurs internes et externes sont interconnectés. Une prise de conscience et une mobilisation large des citoyens européens sont indispensables. Les praticiens et analystes de la construction de l'Europe reconnaissent l'importance du facteurs-temps et le caractère critique des toutes prochaines années, en particulier les quatre années jusqu'à 2030. Qu'il s'agisse de résilience des systèmes politiques, économiques et sociaux européens, de sécurité, de compétitivité, d'élargissements et d'approfondissements de l'UE, les chantiers à mener sont nombreux et urgents. La complexité appelle des solutions systémiques.

Le message des 'pères fondateurs' des années 1950 et de leurs successeurs aux moments-charnière subséquents du processus de construction européenne demeure toujours actuel. Face à un monde en bouleversement, l'importance de l'intérêt commun des peuples européens doit être largement comprise et doit se traduire par la mise en œuvre d'un 'carré magique' comprenant des méthodes adéquates d'intégration et de coopération, des institutions, des règles juridiques et des politiques publiques à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et de demain.

* Gilles Grin est le directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne. Il est par ailleurs chargé de cours à l'Université de Lausanne et académicien correspondant pour la Suisse de l'Académie royale des sciences économiques et financières de l'Institut d'Espagne. Il s'exprime en son propre nom et ses propos n'engagent pas ses institutions d'affiliation.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

- ⁱ Grin, Gilles (2025). The Challenges of European Security in a New World. In : *Un nuevo proyecto europeo para un nuevo orden mundial : XX acto internacional de Barcelona*. Barcelona, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, pp. 151-160. Internet : https://racef.es/archivos/publicaciones/web_racef_xx_actoint_ms103_25.pdf
- ⁱⁱ Premier article : Grin, Gilles (2025). Les politiques de défense en Europe : une perspective historique. *Papiers d'actualité de la Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent*, no 3, juillet 2025. Internet : <https://jean-monnet.ch/wp-content/uploads/2025/08/2025-no3-grin.pdf>
Second article : Grin, Gilles (2025). Sécurité et défense dans l'UE : dix grands principes politiques. *Schweizerische Gesellschaft für Aussenpolitik – Association suisse de politique étrangère, Artikel*, juillet 2025. Internet : <https://jean-monnet.ch/wp-content/uploads/2025/07/25-07-securite-et-defense-dans-lue-article-g--grin-sga.pdf>
- ⁱⁱⁱ Stockholm International Peace Research Institute (2025). *SIPRI Military Expenditure Database*. [En ligne] Disponible à l'adresse : <https://www.sipri.org/databases/milex> [Accès le 20.07.2025].
- ^{iv} Présentation de Klaus Welle lors du colloque international « La sécurité européenne dans le désordre mondial » coorganisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et la Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent, Lausanne, 9-10 octobre 2025. Le film de l'événement se trouve à l'adresse : <https://jean-monnet.ch/evenement/la-securite-europeenne-dans-le-desordre-mondial-2025/> [Accès le 28.11.2025]. Voir aussi : Ciolan, Ionela Maria ; Welle, Klaus (eds.) (2024). *The 7Ds for Sustainability – Defence Extended*. Bruxelles, Wilfried Martens Centre for European Studies, July 2024. [En ligne] Disponible à l'adresse : <https://www.martenscentre.eu/wp-content/uploads/2024/07/7Ds-Defence-Extended.pdf> [Accès le 28.11.2025].
- ^v Commission européenne ; le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (2025). *Livre blanc conjoint. Préparation de la défense européenne à l'horizon 2030*. Bruxelles, JOIN(2025) 120 final, 19 mars 2025. [En ligne] Disponible à l'adresse : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52025JC0120> [Accès le 28.11.2025].
- ^{vi} *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Acte final. Helsinki, 1975*. [En ligne] Disponible à l'adresse : https://resources.osce.org/sites/default/files/f/documents/5/c/39502_0.pdf [Accès le 28.11.2025]. *Charte de Paris pour une nouvelle Europe (Paris, 21 novembre 1990)*. [En ligne] Disponible à l'adresse : https://www.cvce.eu/obj/charte_de_paris_pour_une_nouvelle_europe_paris_21_novembre_1990-fr-27f6d664-4466-4fd6-9e23-cd2d84f72cde.html [Accès le 28.11.2025].
- ^{vii} Caubet, Lou (2025). *La dette publique des États de l'Union européenne*. Paris, Toute l'Europe, 21 octobre 2025. [En ligne] Disponible à l'adresse : <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/la-dette-publique-des-etats-de-l-union-europeenne/> [Accès le 28.11.2025].
- ^{viii} Letta, Enrico (2024). *Much More than a Market. Speed, Security, Solidarity: Empowering the Single Market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU Citizens*. [En ligne] Disponible à l'adresse : <https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-letta.pdf> [Accès le 28.11.2025].
- Draghi, Mario (2024). *The Future of European Competitiveness. Part A | A competitiveness strategy for Europe*. [En ligne] Disponible à l'adresse : https://commission.europa.eu/document/download/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en?filename=The%20future%20of%20European%20competitiveness%20%20A%20competitiveness%20strategy%20for%20Europe.pdf [Accès le 28.11.2025].
- Draghi, Mario (2024). *The Future of European Competitiveness. Part B | In-depth analysis and recommendations*. [En ligne] Disponible à l'adresse :



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juin 2026

https://commission.europa.eu/document/download/ec1409c1-d4b4-4882-8bdd-3519f86bbb92_en?filename=The%20future%20of%20European%20competitiveness%20In-depth%20analysis%20and%20recommendations%200.pdf [Accès le 28.11.2025].